

Guerre au Moyen Orient : **enjeux et impacts sur l'économie tunisienne**

Guerre au Moyen Orient : enjeux et impacts sur l'économie tunisienne

La scène internationale traverse actuellement une phase de fortes tensions géopolitiques, marquée par des escalades militaires impliquant plusieurs pays au Moyen-Orient. Cette situation constitue un choc géopolitique majeur, susceptible d'affecter les équilibres économiques mondiaux, en particulier les marchés de l'énergie, le commerce international et les chaînes d'approvisionnement. L'ampleur de son impact dépendra principalement de la durée et de l'intensité de ces tensions, ainsi que de leurs effets sur les flux commerciaux et les prix des matières premières.

Selon les estimations du FMI, une hausse de 10 % du prix du pétrole, maintenue sur l'année, pourrait entraîner une augmentation de l'inflation mondiale d'environ 40 points de base et une baisse de la croissance comprise entre 0,1 et 0,2 %. À noter que les prix des hydrocarbures ont déjà augmenté de 50 % depuis décembre dernier.

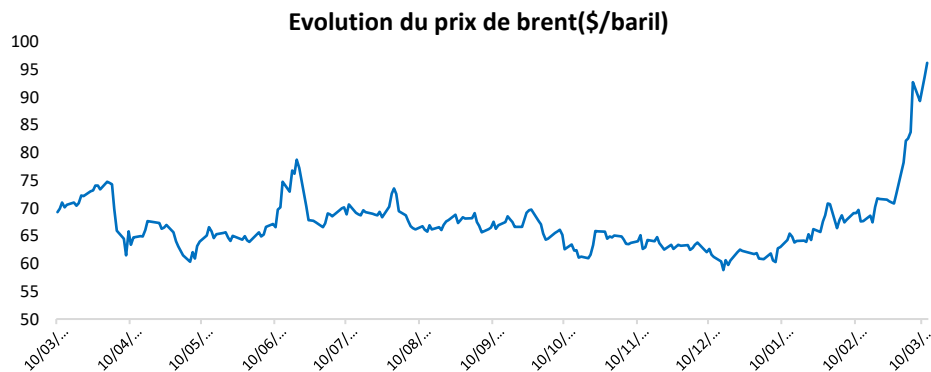
Dans ce contexte, les économies importatrices d'énergie, comme la Tunisie, sont particulièrement vulnérables. La hausse des coûts énergétiques, combinée aux pressions inflationnistes et au ralentissement de l'économie mondiale, peut affecter les finances publiques, la balance des paiements, la croissance et le pouvoir d'achat des ménages.

L'IACE se propose d'analyser l'impact potentiel de cette guerre sur l'économie tunisienne, en mettant l'accent sur les principaux canaux de transmission du choc. L'analyse s'appuiera sur différents scénarios envisageables et formulera des recommandations visant à renforcer la résilience de l'économie tunisienne dans un contexte international marqué par de fortes incertitudes.

Les inquiétudes se sont particulièrement ravivées concernant la sécurité des approvisionnements énergétiques. Les principales routes maritimes du commerce mondial, notamment les détroits d'Ormuz et de Bab El-Mandeb, par lesquels transite près de 20 % du commerce mondial de pétrole et de gaz, sont sensibles aux évolutions de la guerre. Cette vulnérabilité est renforcée par l'absence de capacités excédentaires pouvant compenser une éventuelle rupture d'approvisionnement.



Toute perturbation au niveau de ces corridors maritimes pourrait entraîner des tensions sur l'offre énergétique mondiale, une hausse des coûts de transport maritime et une volatilité accrue des prix des hydrocarbures. Ces évolutions seraient susceptibles d'entraîner des répercussions sur l'ensemble de l'économie mondiale, en particulier les pays fortement dépendants des importateurs énergétiques.



Au-delà du marché énergétique, 30% des exportations mondiales d'engrais notamment l'ammoniac, le soufre, etc. transitent par le détroit d'Ormuz. Les développements récents ont d'ores et déjà entraîné des interruptions dans le commerce des engrais. Cette situation alimente une augmentation des coûts pour les agriculteurs qui dépendent fortement de ces intrants.

Ces hausses, dans un régime de prix libres sont directement répercutées sur les prix à la consommation contribuant ainsi à une nouvelle augmentation des prix des produits alimentaires.

De surcroît, l'intensification des tensions géopolitiques pourrait également affecter les flux d'investissements étrangers, perturber les échanges commerciaux et accroître l'aversion au risque sur les marchés financiers internationaux.

1. Les scénarios d'évolution de la crise

Les scénarios présentés ci-après reposent sur différentes hypothèses relatives à l'évolution des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, au degré d'implication des puissances régionales et internationales ainsi qu'à leurs conséquences potentielles sur les marchés énergétiques mondiaux et les routes maritimes stratégiques.

Le scénario 1 : Escalade régionale majeure

Dans ce scénario, les tensions évoluent vers une escalade militaire régionale impliquant plusieurs acteurs du Moyen-Orient. Les opérations militaires, les attaques ciblées contre les infrastructures énergétiques ou les risques sécuritaires accrus entraînent des perturbations des flux pétroliers. Ces perturbations pourraient se traduire par (i) une hausse significative des prix du pétrole, (ii) une augmentation des primes de risque sur les marchés énergétiques et (iii) des difficultés logistiques dans l'acheminement du pétrole et du gaz. Les marchés continueraient à fonctionner mais dans un contexte de forte volatilité et d'incertitude persistante.

Le scénario 2 : Fermeture du détroit d'Ormuz et choc pétrolier majeur

Dans cette hypothèse plus critique, l'intensification de la guerre conduirait à la fermeture du détroit d'Ormuz ; Une telle situation entraînerait (i) une interruption majeure des flux pétroliers provenant des pays du Golfe, (ii) une flambée des prix du pétrole sur les marchés internationaux et (iii) de fortes tensions sur l'approvisionnement énergétique mondial. Ce scénario se traduirait par un choc pétrolier avec des répercussions significatives sur la croissance mondiale, l'inflation et la stabilité financière.

Le scénario 3 : Trêve et cessez-le-feu

Dans ce scénario, les efforts diplomatiques aboutissent à une trêve ou à un cessez-le-feu entre les parties impliquées. Les tensions régionales diminuent progressivement et les risques pesant sur les routes maritimes stratégiques se réduisent. Les conséquences probables seraient (i) une stabilisation progressive des marchés pétroliers, (ii) une maîtrise de la prime de risque géopolitique et (iii) un retour graduel à des conditions normales d'approvisionnement énergétique. Toutefois, une certaine volatilité pourrait persister à court terme en raison des incertitudes entourant la durabilité de la trêve et l'évolution du contexte régional.

2. Impact de la crise sur l'économie tunisienne

Dans ce contexte international marqué par une forte incertitude, l'économie tunisienne apparaît particulièrement exposée. La forte dépendance énergétique renforce la vulnérabilité face à une hausse durable des prix des hydrocarbures et à d'éventuelles perturbations des flux d'approvisionnement.

Une compréhension fine de ces mécanismes permet d'évaluer l'ampleur des risques et d'anticiper leurs effets potentiels sur les équilibres macroéconomiques. Les impacts potentiels pourraient se manifester à plusieurs niveaux.

2.1. Les finances publiques

Le Budget de l'État est fortement sensible à l'augmentation des prix de l'énergie. La hausse des prix de l'énergie constitue un facteur de risque important au titre des dépenses de subventions ce qui est de nature à impacter les équilibres budgétaires et réduire la marge de manœuvre de l'État. Cette situation devient encore plus préoccupante lorsque la hausse des prix de

l'énergie s'accompagne d'une augmentation des coûts logistiques, ce qui pourrait avoir un effet amplificateur sur les finances publiques.

Par ailleurs, cette conjoncture risque d'aggraver les difficultés financières de certaines entreprises publiques notamment celles opérant dans les secteurs de l'énergie et du transport aérien. Elle pourrait, également, entraîner une augmentation du coût de l'endettement public extérieur en raison du durcissement des conditions de financement sur les marchés financiers internationaux et de la hausse des taux d'intérêt. Cette situation est d'autant plus critique que le Budget de l'État devrait supporter des dépenses supplémentaires dans un contexte marqué par :

- Un déficit primaire de 3 807 MDT soit l'équivalent de 2% du PIB ;
- Des besoins de financement élevés incluant un financement exceptionnel de la BCT à hauteur de 11 milliards de dinars, la mobilisation de 300 M\$ provenant de sources non identifiées ainsi que le recours au marché financier international pour 400 M Euro.
- Des augmentations de salaires annoncées mais non encore concrétisées.
- Des dispositions fiscales non encore mise en œuvre.

Impact sur les dépenses de subvention énergétique

La production nationale de l'énergie représente près de 35% de la demande intérieure en 2025 ce qui explique la forte dépendance aux importations de l'énergie. Cette dépendance se traduit par une aggravation du déficit énergétique et du déficit budgétaire. Etant signalé que le déficit énergétique a culminé 11.2 milliards de dinars en 2025 soit près de 6.5% du PIB et les subventions énergétiques représentent 7.5% du total Budget soit l'équivalent de 3.3% du PIB.

Par ailleurs, il est important de rappeler que la Loi des Finances 2026 a été élaborée sur la base d'une hypothèse de prix de pétrole d'environ 63.3 dollars le baril ; Les besoins de subvention des carburants ont été estimés à 4 993 MDT.

Les estimations du Budget de l'État pour 2026 sont les suivantes :

- Chaque augmentation d'un dollar du prix de baril de pétrole entraînerait une hausse des dépenses de subvention de 164 MDT.
- Chaque augmentation de 10 millimes du taux de change du dollar entraînerait des charges de subvention supplémentaires de 43 MDT.

Les estimations relatives aux hypothèses des prix des hydrocarbures ont été établies sur la base d'une moyenne effective observée durant les 2 premiers mois de l'année ainsi que la même hypothèse de taux de change retenue dans la LF 2026 ; Les principaux résultats sont les suivants :

Tableau 1- Estimation de l'impact de la guerre sur les subventions de l'énergie en 2026

	LF 2026	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Prix du Brent (\$)	63.3	100 \$	+ 120 \$	80 \$
Subventions énergie (MDT)	4 993	10 850	+ 12 000	7 200

Par ailleurs, il est important de rappeler que la guerre Russo-Ukrainienne a eu un impact significatif sur les dépenses de subvention énergétique. En effet, le prix du Brent a atteint une moyenne supérieure à 100 \$ entraînant une hausse des dépenses de subventions énergétiques à 7 628 MDT contre des prévisions initiales respectivement de 75 \$ et 2 891 MDT.

Il convient, également de rappeler que l'année 2022 a été marquée par plusieurs révisions des prix des hydrocarbure.

Nonobstant ces éléments d'analyse, les développements observés depuis le 28 février 2026 nécessitent le renforcement du stock stratégique d'hydrocarbure, ce qui se traduirait par des besoins financiers supplémentaires.

La situation financière des entreprises publiques

Les entreprises publiques opérant dans les secteurs de l'énergie et du transport, en particulier dans le transport aérien, pourraient être confrontées à une augmentation significative de leurs coûts d'exploitation. Cette situation s'explique principalement par la hausse des prix du carburant ainsi que par l'augmentation des couts liés au transport international, autant de facteurs qui pourraient exercer des pressions supplémentaires sur les équilibres financiers.

Dans ce contexte, certaines entreprises publiques, en l'occurrence, la STEG et la STIR qui bénéficient respectivement de subventions de l'ordre de 1 855 MDT et 3 138 MDT continuent d'enregistrer des arriérés assez importants. Ces retards dans la compensation budgétaire pèsent sur leur trésorerie et limitent leurs capacités à honorer leurs engagements financiers.

Dans ce cadre, il apparait nécessaire de renforcer la visibilité et prévisibilité du soutien budgétaire de l'État notamment à travers l'adoption d'un échéancier mensuel clair pour le versement des subventions. Une telle mesure permettrait d'améliorer la gestion de la Trésorerie de ces entreprises et réduire les pressions financières auxquelles elles font face.

Par ailleurs, les besoins de financement ne se limitent pas à ces deux entreprises publiques. D'autres entreprises publiques pourraient, également, être amenées à solliciter la garantie de l'État soit pour mobiliser des financements auprès du secteur bancaire tunisien soit pour accéder à des ressources auprès des bailleurs de fonds internationaux. Cette situation pourrait accroître les engagements contingents de l'État et nécessite, par conséquent, une gestion prudente et anticipative des garanties de l'État afin de préserver la soutenabilité des finances publiques.

Le schéma de financement

Le schéma de financement de la LF 2026 repose principalement sur les ressources intérieures lesquelles ressources représentent près de 70% du total des ressources de trésorerie. Dans ce

contexte, l'émergence de besoins de financement supplémentaires pourraient accentuer les pressions sur les équilibres budgétaires et nécessiter l'identification de nouvelles sources de financement.

Parmi les options envisageables, la mobilisation d'un emprunt national (initialement prévu dans la LF 2025 pour un montant de 4 800 MDT) pourrait être relancée afin de contribuer à la couverture des besoins additionnelles.

De même, le recours à un emprunt syndiqué pourrait être renforcé. L'expérience de 2025 marquée par la mobilisation effective de 1 380 MDT suggère la possibilité d'envisager un doublement de l'enveloppe prévu dans la LF 2026 soit 716 MDT.

Par ailleurs, il apparaît important de limiter le recours au financement monétaire auprès de la BCT au niveau strictement prévu par la LF 2026. Un recours excessif à ce type de financement pourrait accentuer les pressions inflationnistes dans un contexte d'ores et déjà marqué par des tensions sur les prix.

Compte tenu des besoins de financement additionnels notamment liés à l'évolution des charges de subvention, plusieurs actions apparaissent nécessaires :

- Préciser et quantifier les dépenses supplémentaires notamment celles résultant de l'augmentation des salaires dans le secteur public ainsi que l'impact budgétaire des nouvelles dispositions fiscales tant au niveau des dépenses qu'au niveau du manque à gagner au niveau des recettes.
- Hiérarchiser les dépenses publiques en tenant compte des contraintes de financement afin de concentrer les ressources disponibles sur les priorités économique et sociales.
- Elaborer une stratégie de financement diversifiée privilégiant des sources alternatives à un financement monétaire additionnel afin de limiter les effets macroéconomiques négatifs sur l'économie nationale.

A ce titre, il convient de noter que l'ensemble de ces répercussions n'intègrent pas une dépréciation du taux de change.

2.2. La balance des paiements

La Tunisie demeure particulièrement exposée aux chocs externes en lien avec les perturbations du commerce international et des marchés de l'énergie. En effet, près de 98% du commerce extérieur passe par la voie maritime ce qui rend l'économie fortement dépendante du bon fonctionnement des chaînes logistiques internationales. Une telle dépendance accroît la vulnérabilité du pays face à une hausse des coûts du fret maritime, aux retards logistiques et, plus généralement, à l'augmentation du coût des importations.

Dans ce contexte, une hausse des prix de l'énergie, combinée à l'augmentation des coûts de transport maritime, pourrait aggraver la facture énergétique. Les importations en quantité représentent 89% de la consommation énergétique totale.

Cette dynamique serait susceptible d'accentuer davantage le déficit commercial, d'ores et déjà structurellement élevé, en renchérissant les importations tout en pesant sur la compétitivité des exportations.

Par ailleurs, les répercussions de la crise et de la guerre contre l'Iran pourraient également se transmettre à l'économie à travers d'autres canaux. D'une part, un ralentissement de l'activité économique dans les pays du Golfe pourrait affecter les transferts des Tunisiens résidents à l'étranger qui constituent une source importante de devises. Etant signalé que la communauté tunisienne dans ces pays compte près de 150 000 Tunisiens. D'autre part, l'incertitude géopolitique et le ralentissement de l'activité économique mondiale pourraient réduire l'afflux de touristes affectant ainsi les recettes du secteur touristique. L'ensemble de ces facteurs exercerait des pressions supplémentaires sur la balance des paiements en particulier le compte courant.

A ce titre, il convient de noter que les estimations montrent que l'impact de ces variables devrait rester modéré. En effet, la majorité des Tunisiens résidents dans les pays du Golfe travaillent dans le cadre des programmes de coopération technique et bénéficient d'une certaine stabilité professionnelle. Par ailleurs, une grande partie des réservations pour la saison touristique est déjà confirmée. La Tunisie pourrait également profiter de réservations de dernière minute et de voyage de courte distance, par rapport aux longs trajets nécessitant des escales dans les aéroports des pays du Golfe.

De surcroît, dans un contexte marqué par une faible mobilisation des ressources de financements extérieurs, l'aggravation du déficit courant pourrait se traduire par des pressions accrues sur les réserves en devise. Une telle évolution risquerait d'affaiblir davantage la capacité du pays à financer les importations et à faire face aux chocs externes accentuant ainsi les vulnérabilités macroéconomiques.

Tableau 2- Estimation de l'impact de la guerre sur la balance des paiements en 2026

	Prévisions avant la guerre	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Prix du Brent (\$)	63.3	100 \$	+ 120 \$	80 \$
Importations énergétiques	13 980	18 640	20 420	15 910
Transferts des Tunisiens à l'étranger	9 200	9 025	9 290	9 200
Recettes touristiques	8 520	8 260	8 085	8 690

Face à ces défis, la mise en place d'une stratégie proactive de promotion des produits tunisiens sur les marchés internationaux apparaît essentielle. Une campagne de valorisation de produits emblématiques tels que l'huile d'olive et les dattes revêt une importance particulière afin de conquérir de nouveaux marchés et de renforcer le positionnement de la Tunisie comme fournisseur de produits agricoles de qualité.

Parallèlement, le développement de programmes spécifiques destinés aux Tunisiens résidents à l'étranger visant à encourager leurs placements et investissements en Tunisie constitue un

levier important pour soutenir l'économie nationale et mobiliser des ressources additionnelles.

En outre, la mobilisation de financements extérieurs et la diversification de leurs sources représentent un enjeu stratégique pour conforter les réserves en devise et renforcer la capacité de l'économie tunisienne à faire face aux chocs externes.

Enfin, il convient de souligner que les institutions financières internationales mettent, généralement, à disposition des mécanismes de soutien financier spécifiques et relativement flexibles pour soutenir les pays à faire face aux répercussions de crises et chocs externes. Dans ce contexte, il serait opportun de revoir les orientations et les priorités économiques afin de tirer pleinement parti de ces dispositifs de financement et de soutien.

2.3. L'inflation

L'inflation en Tunisie pourrait être accentuée par plusieurs facteurs liés au contexte international. D'une part, la structure du panier de consommation rend l'économie particulièrement exposée à l'inflation importée notamment à travers le renchérissement des coûts des intrants industriels et des produits importés. La hausse des coûts de production qui en résulte pourrait être répercutée sur les prix à la consommation.

D'autre part, les anticipations inflationnistes jouent, également, un rôle important. Dans un contexte de fortes incertitudes, les agents économiques peuvent anticiper une hausse de prix et ajuster leurs comportements en conséquence, ce qui peut amplifier la dynamique inflationniste.

Par ailleurs, un facteur déterminant concerne le financement des besoins budgétaires par les ressources de la BCT. Le recours à ce type de financement peut accentuer les pressions inflationnistes, en particulier, lorsque l'augmentation de la liquidité dans l'économie n'est pas accompagnée par une hausse correspondante de la production.

Enfin, il convient de souligner que ces estimations ne prennent pas en considération l'impact potentiel sur le taux de change qui pourrait également constituer un canal supplémentaire de transmission de l'inflation à travers le renchérissement des importations.

Tableau 3- Estimation de l'impact de la guerre sur l'inflation en 2026

	Prévisions avant la guerre	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Inflation	5.5	6.1	6.5	5.8

La maîtrise de l'inflation nécessite un soutien renforcé à la production agricole nationale notamment par la promotion des filières agricoles stratégiques et l'amélioration de l'approvisionnement des marchés en produits agricoles frais. Cela implique également la constitution de stocks stratégiques pour les produits importés afin de limiter les perturbations sur les marchés et dans les chaînes d'approvisionnement. Ces mesures devraient s'accompagner d'une gestion rigoureuse des importations alimentaires afin de réduire la vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs.

Parallèlement, le renforcement du contrôle des circuits de distribution apparaît nécessaire pour lutter contre les pratiques spéculatives et assurer une meilleure régulation des prix sur le marché.

Par ailleurs, il est essentiel d'assurer une meilleure coordination entre les politiques monétaire et budgétaire afin de contenir les pressions inflationnistes et garantir la stabilité macroéconomique dans un contexte international évolutif et incertain.

2.4. La croissance économique

L'impact de la guerre contre l'Iran sur l'économie nationale pourrait se manifester à travers plusieurs vecteurs économiques. Le principal canal reste la demande extérieure adressée à la Tunisie. En effet, les secteurs du textiles, habillement et cuir ainsi que les industries mécaniques et électriques sont fortement corrélés à la demande étrangère principalement émanant des pays européens.

Une révision à la baisse de la croissance dans la zone euro, par rapport aux prévisions établies avant le déclenchement de la guerre, aurait un impact direct sur la performance de ces deux secteurs.

Le secteur touristique pourrait également être affecté notamment par la réduction du nombre des touristes européens qui représentent près de 30% du total des touristes en 2025.

Par ailleurs, la demande intérieure pourrait être freinée par la baisse de la consommation privée à la suite de l'augmentation de l'inflation induite par le choc extérieur.

L'impact de la guerre sur les différents secteurs économiques n'est pas uniforme. Certains secteurs sont plus vulnérables :

- Le secteur agricole qui est fortement dépendant des importations d'engrais provenant des pays du Golfe.
- Le secteur industriel ou certaines activités sont sensibles aux importations spécifiques notamment dans la chimie et la transformation. Le secteur du phosphate pourrait être affecté par des perturbations dans l'approvisionnement en matières premières stratégiques telles que le soufre et l'ammoniac.
- Le secteur du transport particulièrement le transport aérien tant pour les passagers que pour le fret qui risquerait d'être perturbé par la fermeture des espaces aérien dans la zone de conflit entraînant une baisse du trafic aérien et du fret.

Tableau 4- Estimation de l'impact de la guerre sur la croissance en 2026

	Prévisions avant la guerre	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Croissance du PIB	3.3	2.3	1.9	2.6

Face à cette situation, il est nécessaire de mettre en place des mesures d'atténuation et de soutien ciblées pour limiter l'impact sur les secteurs économiques les plus exposés. Ces mesures pourraient inclure :

- L'octroi de crédits bonifiés.
- L'adoption d'allègements fiscaux temporaires sous forme de report de certaines charges fiscales pour soutenir la trésorerie des entreprises touchées par la baisse de la demande ou la hausse des coûts.
- Le soutien à l'importation de matières premières stratégiques afin de garantir l'approvisionnement des secteurs dépendants des importations.
- L'élaboration d'un programme de relance sectorielle incluant des appuis spécifiques aux secteurs concernés pour renforcer la résilience face aux chocs externes.

Ces mesures devraient être coordonnées avec les politiques monétaire et budgétaire afin de maximiser leur efficacité et limiter les pressions inflationnistes tout en soutenant la croissance.

Pour renforcer la résilience de l'économie tunisienne face aux chocs externes, l'IACE recommande plusieurs mesures stratégiques :

- Renforcement de la sécurité alimentaire à travers la promotion des filières céréalières afin d'atteindre l'auto-suffisance en blé dur, le soutien aux petits agriculteurs pour améliorer la production locale, la constitution de stocks stratégiques de produits alimentaires essentiels afin de limiter les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement.
- Amélioration de l'efficacité énergétique et accélération de la transition via le lancement d'un programme national d'économie d'énergie, en particulier dans le secteur public, l'encouragement du télétravail dans certains secteurs, l'élaboration d'une campagne de sensibilisation visant à promouvoir les comportements économes en énergie.
- Gestion des anticipations à travers la mise en place d'une campagne de communication ciblée afin de mieux orienter les anticipations des agents économiques et limiter les comportements inflationnistes liés à l'incertitude.
- Suivi des indicateurs d'alerte pour anticiper les mesures nécessaires.
 - Le prix du Brent pour apprécier les fluctuations des prix des matières premières.
 - Le coût du transport maritimes et des assurances en tant que variables clés pour les importateurs.
 - L'inflation dans les économies avancées qui pourrait influencer la demande mondiale.
 - Les décisions de politique monétaire des banques centrales pouvant impacter les flux financiers et le taux de change.

I A C E

IACE FOR A BETTER THINKING ...